

ECHO-flash

Journal d'information des Militants CGT de l'Allier

n°318- nov./dec. 2025/janv./fev./mars. 2026

Erasteel, Bosch , services publics... On touche pas à l'emploi





Restons unis face aux défis

En ce début d'année 2026, l'Union Départementale tient avant tout à adresser ses vœux les plus sincères à l'ensemble des salariés, des retraités, des privés d'emploi, à leurs familles, ainsi qu'à tous

ceux qui, au quotidien, font vivre notre bassin et nos territoires.

L'année 2025 a été une année difficile, marquée par de nombreux combats sociaux. Dans notre département, et plus largement dans notre bassin d'emploi déjà durement touché, nous avons dû faire face à une situation économique et industrielle particulièrement préoccupante. Notre territoire est un bassin sinistré, fragilisé par les fermetures, les restructurations et les menaces permanentes qui pèsent sur l'emploi.

Pourtant, malgré ces difficultés, nous n'avons jamais baissé les bras. Ensemble, avec les salariés, les syndicats et les forces vives du territoire, nous avons mené de nombreuses initiatives pour défendre l'emploi et l'outil industriel. Parmi ces luttes, la mobilisation pour la sauvegarde de l'usine AMIS restera un moment fort. Elle a montré que rien n'est jamais écrit d'avance et que, lorsque les travailleurs se mobilisent collectivement, des reculs peuvent être imposés aux logiques purement financières.

L'année 2026 s'ouvre cependant dans un contexte lourd, tant au niveau local que national et international. Dès les premières semaines, l'actualité sociale s'annonce intense, notamment avec la situation d'Erasteel, qui inquiète légitimement les salariés et leurs familles. Ce dossier symbolise, une fois encore, les menaces qui pèsent sur notre industrie et l'urgence de véritables choix politiques en faveur de l'emploi et de la production.

Sur le plan international, le climat est extrêmement tendu. Des guerres se déclenchent ou se poursuivent dans plusieurs régions du monde, plongeant des peuples entiers dans la souffrance, l'exil et la précarité. Ces conflits ont aussi des conséquences directes sur nos vies, sur l'économie, sur les prix, sur l'avenir de la jeunesse. Nous réaffirmons notre attachement à la paix, à la solidarité entre les peuples et au refus de toutes les logiques guerrières.

Au niveau national, l'instabilité politique et les échéances électorales à venir alimentent l'incertitude. Dans ce contexte, les droits sociaux, les services publics, la protection sociale et les libertés syndicales sont plus que jamais menacés. Les salariés ne doivent pas être les variables d'ajustement des crises successives.

Face à cela, notre responsabilité syndicale est immense. En 2026, nous continuerons à être aux côtés des salariés, à défendre chaque emploi, chaque entreprise, chaque droit. Nous poursuivrons nos mobilisations, nos actions, nos propositions, avec la conviction que la solidarité et le collectif restent nos plus grandes forces.

En cette nouvelle année, nous faisons le vœu d'un monde plus juste, d'un travail respecté, d'une industrie pérenne sur nos territoires, et d'un avenir digne pour toutes et tous. Plus que jamais, restons unis, solidaires et déterminés.

Bonne année 2026 à toutes et à tous.

*David Gagnardeau,
Secrétaire à la Politique Financière de l'UD*

- UNE** : Photo propriété UD
- P2** : Editorial
- P3** : 8 mars 2026
- P4** : 130 ans de la CGT
- P5** : 80 ans de la sécu
- P6** : - Conférence extractivisme
- Accueil syndical
- P7** : - Lutte SCBV
- Lutte contre l'extrême droite
- P8 à 11** : Casse de l'industrie
- P12** : Paroles de syndiqués

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
David Gagnardeau et Magalie Ferreira Neves - Responsables de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

Le 8 mars, la CGT doit être féministe

En mai 2019, lors de son 52^e congrès confédéral, la CGT s'est clairement définie comme un syndicat féministe, affirmant sa volonté de transformer, dans un même mouvement, les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux de classe. Cette affirmation n'est ni un slogan ni un effet de mode : elle découle d'une analyse concrète de l'histoire sociale et des rapports de domination. Être féministe pour la CGT, ce n'est pas opposer les luttes. C'est comprendre que l'émancipation des travailleuses et des travailleurs est indissociable.

Patriarcat et capitalisme : des systèmes liés



Le patriarcat n'est pas un vestige du passé. C'est un système d'organisation sociale qui structure encore profondément le monde du travail et renforce le capitalisme.

L'histoire l'illustre : lorsque les hommes partent à la guerre, les femmes sont appelées à travailler massivement dans les usines pour maintenir la production et les profits. Lorsque les hommes reviennent, blessés ou traumatisés, l'État encourage le retour des femmes au foyer. Sous le régime de Vichy, le modèle de la « bonne mère » est promu, la fête des mères institutionnalisée, et les femmes renvoyées à la sphère domestique pour « soutenir » la reconstruction nationale.

Ce n'est pas un hasard. C'est un choix politique et économique : assigner les femmes aux tâches domestiques et à la reproduction permet de maintenir les hommes dans leur rôle de producteurs « principaux », tout en garantissant au système une main-d'œuvre disponible et à moindre coût.

La condition des femmes est donc intimement liée aux besoins de l'État et du capital.

Les rôles assignés enferment tout le monde

Pourquoi les hommes seraient-ils naturellement destinés aux travaux lourds et pénibles ?

Pourquoi seraient-ils exclus, socialement et professionnellement, de la parentalité ?

Pourquoi leur valeur serait-elle mesurée uniquement à l'aune de leur performance au travail ?

Les diktats imposés aux hommes sont le miroir de ceux imposés aux femmes. Les stéréotypes de genre enferment l'ensemble des travailleurs et travailleuses dans des rôles qui servent avant tout l'organisation capitaliste du travail.

Ne pas combattre la domination patriarcale, c'est laisser intacte une partie du système qui fragilise l'ensemble du monde du travail.

La libération des travailleurs passe concrètement par la libération des travailleuses.

Alors, la vraie question devient : pourquoi la CGT ne serait-elle pas féministe ?

Une lutte qui n'est pas minoritaire

Les femmes ne sont pas une minorité. Elles constituent près de la moitié du salariat, souvent concentrées dans les secteurs les plus précaires, les plus dévalorisés et les moins rémunérés.

Malgré des lois affichant l'égalité, la réalité demeure :

- inégalités salariales persistantes,
- carrières ralenties par la maternité,
- retraites plus faibles,
- temps partiels subis,
- violences sexistes et sexuelles au travail,
- discriminations à l'embauche.

L'égalité formelle ne suffit pas. Nous revendiquons l'équité réelle.

Cela implique :

- La suppression de tout impact financier ou de carrière lié à la maternité.
- La prise en compte des arrêts liés à la grossesse et aux responsabilités parentales dans le calcul des droits.

- L'égalité salariale effective.
- Une protection renforcée contre les violences sexistes et sexuelles.
- Aucune pénalité professionnelle pour les femmes victimes de violences conjugales.
- Un véritable partage des droits et devoirs parentaux.
- Des garanties contre les discriminations à l'embauche.

Ce sont des revendications syndicales à part entière.

Face aux offensives réactionnaires

Partout où l'extrême droite progresse, les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ reculent. Le droit à l'avortement est attaqué, l'autonomie remise en cause, les discours réactionnaires se banalisent.

La division est une arme du patronat et des forces conservatrices. Diviser femmes et hommes, cis et trans, salariés précaires et titulaires, c'est affaiblir la capacité collective de résistance.

Refuser cette division, c'est affirmer l'unité du monde du travail.

Le 8 mars : une date syndicale

Se rassembler le 8 mars, ce n'est pas défendre une cause « à part ». C'est défendre les conditions de travail de toutes et tous. C'est refuser que le capitalisme utilise les inégalités de genre pour tirer les droits vers le bas. C'est affirmer que l'émancipation ne peut être partielle.

La CGT a toujours été un outil d'expression et de conquête sociale pour des centaines de milliers de femmes. Être féministe aujourd'hui, c'est poursuivre cette histoire, l'assumer pleinement et l'inscrire dans les combats actuels.

L'émancipation des travailleuses et des travailleurs ne se négocie pas à moitié.

Elle se construit ensemble.

Oui, la CGT est féministe. Parce qu'elle est syndicaliste de classe et de transformation sociale.

Emmanuelle Berthou,
Laeticia Hovasse, Sabrina Viret



Hier, aujourd'hui, demain, une CGT pour le tout un chacun.

130 ans d'engagement et toujours debout, et plus que jamais déterminés.es

Des siècles durant, la lutte pour le bien des travailleuses et des travailleurs s'est faite dans la clandestinité, trop souvent au prix du sang et de vies. Mais la détermination et la pugnacité de celles et ceux qui aspiraient à une société libérée de toute domination et exploitation ont payé. Après la loi Waldeck-Rousseau de 1884 qui permet la création des syndicats, notre grande CGT prend naissance un 23 septembre 1895, lors du congrès de Limoges et ancre notre histoire dans le marbre, à jamais.

Depuis ce jour et sans relâche, nous sommes au cœur de l'action en combattant le patronat ainsi que tous les ennemis.es des travailleuses et des travailleurs, comme le sont le capitalisme, le RN et l'extrême droite...

Si notre confédération a rendu hommage à ses 130 ans le 23 septembre 2025, dans notre département, terre de résistance, nous avons fait le choix de mettre à l'honneur notre grande organisation le 2 décembre 2025, à travers plusieurs initiatives.

Une journée à battre le pavé contre la casse industrielle



Cette journée a débuté avec l'arrivée de notre camarade et soutien de toujours, Philippe Martinez, ancien Secrétaire Général de notre CGT, dans les locaux de notre Union Départementale. Pas

de chichis ni de protocole, mais de la fraternité, de la simplicité et plus que tout de la camaraderie, bases et valeurs de notre engagement. C'est ainsi, autour d'un simple casse-croûte que la journée a débuté.

L'heure de passer à l'offensive est arrivée rapidement. C'est donc armés.es de notre détermination à sauver l'emploi, que nous avons rejoint les salariés.es et camarades d'Erasteel, à Commentry, où 190 emplois étaient et sont toujours menacés. S'il n'existe pas de petites luttes, celle-ci nous a fait chaud au cœur et rappelé le caractère indispensable de militer, nous a rappelé, que sans la CGT, tout serait pire et amplifié. Ce n'est pas 10, ni même 100 drapeaux qui volaient au vent, sous les slogans entonnés par plus de 2000 manifestants, mais une marée humaine. Une marée rouge. Alors

qu'une bonne partie du cortège arborait le « orange », couleur du « bleu de travail » de la Forge, c'est sans le moindre doute le rouge qui dominait ce jour.



Des slogans sans équivoque : « on ne touche pas à la Forge » « 190 n'est pas qu'un chiffre mais le nombre de vies qui seront brisées » et un message clair envoyé au patronat :

« Nous ne laisserons pas détruire nos vies et nos savoir-faire sans combattre ».

Tronget pour la postérité, merci

Comme c'est souvent le cas, Tronget, commune amie, nous a permis de nous réunir en soirée pour continuer de partager, mais plus que tout de transmettre, sans réécriture, sans travestir l'histoire, mais à travers des camarades qui nous ont exposé leur vision du syndicalisme, qui ont témoigné de leur engagement, pour certains.es, engagés.es depuis plus d'un ½ siècle. Des récits qui donnent le ton, qui « filent » la chair de poule mais des récits qui nous rendent encore plus fiers.es d'appartenir à cette organisation, à cette famille qu'est notre CGT.

Régis André (cheminot) et Chantal Henry (territoriale) ont rappelé que nos conquêtes sociales sont le fruit de rapports de force et de sacrifices. Nous ne sommes pas de vieilles et vieux passésistes, nostalgiques des luttes passées, mais des acteurs de chaque instant. Si l'expérience et l'histoire ne doivent jamais disparaître, la jeunesse et le renouveau doivent s'inscrire dans notre CGT, pour ensemble, écrire le futur, notre futur. Et c'est à travers les récits de jeunes militants que nous avons pu l'apprécier.

Les témoignages d'Amandine (LVMH-Vuitton) et de Jordann (DRH à La Poste) ont prouvé que la CGT reste la seule véritable solution pour défendre la dignité et les

revendications des travailleuses et des travailleurs, et ce à tous les niveaux de qualification, des ateliers aux cadres de direction.

Un livret historique pour un anniversaire plus que symbolique

Car à la CGT, chacune et chacun a un rôle à jouer, nous nous devons de mettre à l'honneur les militants.es qui ont fait la CGT dans l'Allier et ont mené la lutte. C'est à travers un joli mais historique livret que nous avons décidé de le faire. Un livret qui met en lumière 130 portraits et biographies de camarades, 130 ans de lutte et de combats.

Plus qu'un clin d'œil à cet anniversaire, un hommage. Mais n'oublions pas que derrière ces noms, ce sont des milliers de militants.es et anonymes qui, par leur courage et sacrifices, ont construit la CGT dans notre département. Ce livret, mis à disposition de toutes et tous, est le témoin de notre force collective qui traverse les siècles et les obstacles.

A l'image de notre ADN

Certains diront que nous sommes « des bouffeurs de merguez et brûleurs de palettes », certainement. Mais sous ce cliché, nous sommes, en réalité, des résistants.es de la fraternité, qui entre plusieurs luttes œuvrent à la solidarité et à la convivialité. Nous sommes la grande famille des militants de l'humain et de l'humanisme dans le respect de chacun et de la dignité. C'est donc autour d'une paëlla et de gâteaux fêtant nos 130 ans d'existence, que nous avons clos cette journée.

Par sa présence, du début à la fin, Philippe Martinez a témoigné de cette proximité qui fait notre âme et notre ADN. Cette journée, au-delà de nous rebooster, dans une période politiquement instable et où de nombreux combats nous attendent, a prouvé que nous ne sommes pas seulement une organisation. Nous sommes la CGT, nous sommes cette famille capable d'allier l'émotion et la détermination la plus totale pour qu'émerge la société à laquelle nous aspirons toutes et tous.

Vive les 130 ans et vive notre CGT



Magalie Ferreira Neves



L'héritage Croizat, plus vivant que jamais

Le 20 novembre 2025, le syndicat CGT des Organismes Sociaux de l'Allier, a organisé une journée événement pour célébrer les 80 ans de Dame Sécurité sociale.

Parrainée par Pierre Caillaud-Croizat, petit-fils d'Ambroise Croizat, et Emmanuel Defouloy, auteur du livre « Ambroise Croizat, justice sociale et humanisme en héritage », avec les participations de Nadia Mallet représentante de l'UD et Patrick Thomas pour l'UL de Moulins, la journée s'est déroulée en plusieurs temps forts.

Un déjeuner atypique à la chapelle de l'hôtel-restaurant de Paris à Moulins pour faire connaissance avec nos invités et leur faire découvrir les spécialités locales.



Emmanuel Defouloy s'est ensuite livré à une séance de dédicaces improvisée (son livre a été of-

fert aux bénéficiaires des médailles du Travail de la CPAM de l'Allier édition 2025) avant l'arrivée de Laurent Indrusiak, Secrétaire Général de l'UD CGT de l'Allier pour une interview collective réalisée par le journal La Montagne.

Cette journée s'est poursuivie au cinéma CGR de Moulins avec la projection du film « La Sociale » de Gilles Perret.

À l'issue de la projection, les personnalités invitées, parmi lesquelles Yannick Monnet, député de l'Allier, Laurent Indrusiak, et nos parrains ont pu échanger leur point de vue sur l'avenir de la Sécurité sociale. Les échanges entre les invités et la salle, animés par, à la tribune, Cathy Savel, membre du bureau et de la CE de l'UFROS, co-secrétaire de l'USR de l'Allier et, dans la salle, Alexia Mambié, secrétaire du CSE de la CPAM de l'Allier et du syndicat CGT des Organismes Sociaux de l'Allier, ont été fournis et constructifs.

Le projet 100% Sécu, soutenu par la CGT, a notamment pu être évoqué par Brice Chapouly, coresponsable de la Coordination Régionale Auvergne pour les Organismes Sociaux et Audrey Granet, Présidente de l'AREPOS et collègue à la CAF 63.

Notons dans le public les participations amicales et les témoignages de Pierre Bordes, Directeur de la CPAM de l'Allier de 1981 à 2003, de Sébastien Claire, secrétaire départemental du PCF, et Guy Audibert syndiqué CGT des Organismes Sociaux de l'Allier et membre du mouvement de la Paix.

Les échanges se sont poursuivis lors du pot de l'amitié offert par le syndicat à l'issue de cette journée enrichissante et rassembleuse.

Quant à l'actuelle Direction de la CPAM de l'Allier, son absence a été particulièrement remarquée.

Alexia Mambié

80 ans de lutte et de conquies sociaux, la Sécurité Sociale c'est nous

Les 4 et 19 octobre 1945, deux dates cruciales qui succèdent à des années d'engagement clandestin et de travail. Deux dates qui vont changer la vie de chaque personne en France. Ces dates, celles des ordonnances qui créent officiellement la sécurité sociale. Une avancée sans égal et enviée du monde entier. 80 ans plus tard, malgré des attaques sans nom du patronat et des gouvernements qui se sont succédés, notre bien commun est toujours là.



C'est donc dans une ambiance de fraternité et de résistance que l'Union Locale CGT de Montluçon a célébré l'anniversaire de notre bien le plus précieux : la Sécurité Sociale.

Mettre à l'honneur est une chose ; mais savoir pourquoi en est une autre. C'est donc à travers la projection du film, « La Sociale » que l'Union Locale a choisi de retracer l'histoire de cette conquête historique.

Un documentaire qui rappelle la grandeur d'un homme, un camarade, qui a voué sa vie et son travail pour le bien de tout un chacun, cet homme, ce camarade, Ambroise Croizat. Il rappelle également une vérité à ne jamais oublier : « La Sécu n'est pas un système de solidarité offert par le patronat, mais une victoire arrachée par les travailleurs pour les travailleurs ».



Un moment de partage et de conscience

Après ces moments de partage, comme nous aimons et savons le faire à la CGT, les échanges se sont prolongés autour d'une table, où, toutes et tous ensemble, dans la simplicité et la fraternité nous avons pu partager un repas.

Au-delà de partager nos impressions et émotions, il a été rappelé l'urgence d'une prise de conscience face à notre histoire, trop souvent occultée,

Si les portes et les fenêtres de la salle prêtée par la mairie de Désertines n'ont pas cédé sous le poids du nombre, cette initiative a permis de recréer du lien, de la transmission et de la réflexion politique.

Alors même que l'histoire est en permanence réécrite, l'Union Locale de Montluçon est plus que jamais pré-

sente pour porter le débat là où on veut nous imposer le silence. Chaque militant présent, chaque échange partagé est une graine semée pour les combats de demain.

Commémorer oui, être à l'offensive et conquérir de nouveaux droits, sans le moindre doute. C'est pourquoi, la CGT revendique le droit à une Sécurité Sociale intégrale, le retour à une gestion ouvrière et la conquête de nouveaux droits pour répondre aux besoins de notre temps.

En 2025 et pour les décennies à venir, le combat de 1945 est toujours le nôtre. A Montluçon et partout où la CGT sera présente, rien ne sera cédé, mieux, toujours plus sera revendiqué et exigé.

Gurbet Gullu



Lithium, mines et transition : la CGT ouvre le débat à Montluçon

Le 10 décembre 2025, plus de 160 participants se sont réunis à Montluçon, à l'initiative de l'Union départementale CGT de l'Allier et de la Confédération, pour une conférence internationale consacrée à un sujet redevenu central : l'extraction minière. Intitulée « L'extractivisme en France et dans le monde : entre besoins sociaux, enjeux environnementaux et appétits capitalistes », cette journée de travail a permis de croiser les regards syndicaux, industriels et internationaux.

Le retour de l'activité minière dans le débat public n'est pas un hasard. La transition écologique, le développement des batteries électriques ou encore la question de la souveraineté industrielle européenne posent avec acuité la question de l'accès aux métaux dits « critiques », comme le lithium. Mais ces enjeux soulèvent aussi de nombreuses interrogations : impact environnemental, conditions de travail, dépendance aux multinationales ou encore partage des richesses.

Plusieurs tables rondes ont permis d'aborder ces questions sous différents angles. Les échanges ont porté sur les conséquences environnementales de l'extraction minière, les enjeux liés au travail : santé, salaires, statuts et conditions de vie des salariés – ainsi que sur la dimension internationale de ces activités, marquées par la mondialisation des chaînes de valeur et les accords de libre-échange.

Cette conférence a naturellement fait écho au projet de mine de lithium porté par le groupe Imerys à Echassières, dans l'Allier. Annoncé en 2022, ce projet représenterait un investissement d'environ 1,5 milliard d'euros et pourrait produire à terme 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium par an, soit l'équivalent des batteries nécessaires à 700 000 véhicules électriques. Il est

présenté comme la plus grande mine de lithium d'Europe et pourrait générer près de 1 000 emplois directs.

Face à ce projet majeur pour le territoire, l'Union départementale CGT de l'Allier a engagé depuis plusieurs années un important travail d'analyse. Un collectif interne réunissant des militants de différentes professions et sensibilités a été mis en place afin d'examiner l'ensemble des dimensions du dossier : économiques, sociales et environnementales.

La CGT a également participé activement au débat public organisé entre 2023 et 2024, prenant part à près de 18 réunions ayant rassemblé environ 4 000 personnes. Dans ces échanges, l'organisation syndicale a souvent été la seule à interroger concrètement le porteur de projet sur la nature des emplois annoncés, leur statut et leur pérennité.

Aujourd'hui, la CGT de l'Allier défend une position claire : ni soutien aveugle, ni opposition dogmatique. Le syndicat estime que si ce projet devait voir le jour, il devra être exemplaire. Cela implique notamment le respect strict des normes environnementales, la transparence sur les emplois annoncés, la protection sanitaire des travailleurs exposés à des produits dangereux, la modernisation du transport

ferroviaire entre les sites concernés et la mise en place de formations adaptées aux nouveaux métiers.

La journée de Montluçon a également mis en lumière la dimension collective et interprofessionnelle des enjeux liés à la filière lithium. De nombreuses fédérations CGT seraient concernées, de l'extraction à la transformation du minerai, en passant par la chimie, le transport ferroviaire et routier, la formation professionnelle ou encore la gestion de l'eau.

Pour la CGT, ces enjeux dépassent largement le cadre d'un seul territoire. Ils posent la question d'une véritable stratégie industrielle nationale et européenne. L'organisation réaffirme notamment la nécessité d'un État stratège et la création d'un pôle public de l'énergie afin que l'exploitation des ressources minières réponde aux besoins sociaux tout en respectant les exigences environnementales et les droits des travailleurs.

Cette conférence marque une étape importante. Elle ouvre désormais la voie à un travail revendicatif plus large pour identifier l'ensemble des emplois liés à la filière lithium et construire un cahier revendicatif ambitieux au service des salariés et de l'intérêt général.

Laurent Indrusiak

L'Accueil Syndical

Accueillir : déf. du dictionnaire « Le Robert » : Recevoir favorablement, avec douceur et honnêteté ceux qui ont à faire à nous, ou qui nous rendent quelque visite. La première pratique de la civilité est de bien accueillir....

À l'UL, nous faisons de l'accueil syndical. D'autres appellent cela le DLAJ (Droits, Libertés et Actions Juridiques). Cependant, nous ne sommes pas juristes, nous avons quelques connaissances dans le droit du travail et, quand nous ne savons pas, nous allons chercher l'information.

L'Accueil Syndical, c'est prendre le temps de l'écoute, une écoute bienveillante. Avec la personne accueillie, il s'agit de comprendre le motif de sa venue et, avec elle, construire la meilleure réponse ou aide possible. Il peut s'agir d'une aide à la rédaction d'un courrier, d'un appel téléphonique, ou de l'aiguiller vers son médecin, la médecine du travail ou vers un avocat, ou un défenseur du salarié.

Le plus important dans le paragraphe ci-dessus c'est « l'écoute ». Recueillir la souffrance ou le mal-être des travailleuses et travailleur est vraiment au cœur de notre accompagnement. Les personnes viennent chercher un conseil, et elles trouvent un endroit pour déposer leur désarroi, sortir de l'isolement et se préparer à réagir, à résister et, par là même, aller mieux.

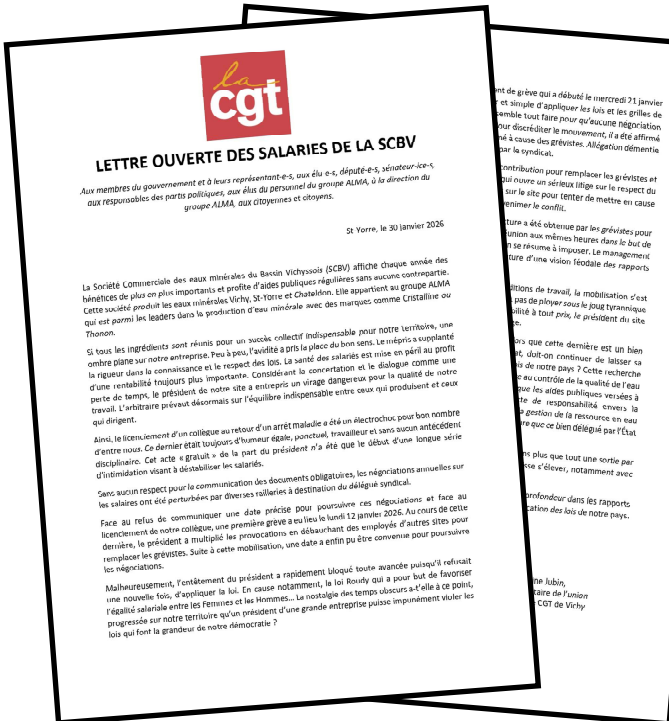
Nous aidons la personne sur un ou plusieurs rendez-vous, nous aidons, si besoin, à construire le dossier pour l'avocat.

En résumé, nous accueillons, écoutons, accompagnons, aidons, le plus souvent avec le sourire et un café, dans tous les registres qui concernent le travail et les relations à l'employeur, au contrat de travail ou aux conditions de travail, dans la limite de nos connaissances et de nos compétences.

Pascal Chatelain et Corinne Chirol

11 jours de grève exemplaire à la SCBV : les salariés relèvent la tête

Il y avait près de vingt ans qu'aucun mouvement de grève n'avait eu lieu à la Société des Eaux de Saint-Yorre. Pourtant, face aux revendications légitimes des salariés, la détermination s'est imposée. Sous l'impulsion de la CGT de l'entreprise, les salariés ont mené une lutte exemplaire durant 11 jours de grève. Un mouvement fort et déterminé pour l'augmentation des salaires, mais aussi, et surtout, pour le respect et la dignité au travail.



la cgt SCBV SALAIRES, CONDITIONS DE TRAVAIL, LICENCIEMENT...
PERSONNELS DE LA SCBV EN GRÈVE

Vocabulaire d'extrême droite ; ni canon, ni français !

Amis, camarades, vous aurez remarqué que l'extrême droite ne se targue même plus de dédramatiser quoi que ce soit. Le merveilleux monde des discours simplistes se contente d'assigner de manière clivante.

La notion d'identité est fondatrice des discours de droite radicale et d'extrême droite. Ils assignent aux uns et aux autres, en fonction de l'origine, de la religion présumée, du statut social ou du genre, des identités qui sont réductrices de leur personne.

Sous couvert de ne pas faire de politique, l'extrême droite nous vole nos symboles et nos traditions. Chers amis du cochon, sincèrement attirés par la fête, votre cochon est en danger ! Il

devient malgré vous le symbole d'une France fantasmée qui n'existe pas. La convivialité ne demande aucune carte d'identité, ni test d'opinion. Nous pouvons festoyer, trinquer sans béret obligé, voire oblique, sans Marseillaise hurlée, et danser avec chacun sans regarder l'origine du partenaire. Certains veulent voler nos symboles, instrumentaliser notre histoire, mais nous, nous continuerons à résister car le seul envahisseur qu'il faut repousser reste bien le rejet de l'autre ou le repli sur soi...

De plus, l'hégémonie culturelle et intellectuelle acquise par cette extrême droite s'exprime dans l'extension, au sein de l'espace public, de ses thèmes et de son vocabulaire. Plus une chaîne info ne remet en cause certains vocables inventés par la théorisation du rejet. Les discours d'extrême droite font appel à une variété de procédés rhétoriques participant à l'argumentation populiste.

Des mots pour certains banalisés, comme « insécurité culturelle », « tyrannie des minorités », « grand remplacement », « occidentophobie », « re-information », « wokisme », et tout le champ lexical de la submersion ou de la catastrophe maritime. De par ces métaphores, ces néologismes ou ces transformations linguistiques, le flux migratoire se transforme en submersion, la pression migratoire en explosion, les frontières passoires en autoroutes. Aujourd'hui, l'infusion du vocabulaire d'extrême droite en est déjà à un point où certains mots dont la proximité originelle avec l'extrême droite est peu discrète parviennent néanmoins à être acceptés ou intégrés par une majorité de la population. Des contre-vérités comme des inconscientes sources... À nous, amis, camarades, de récupérer notre langue des Lumières et nos traditions généreuses !

Sylvain Balouzat



Défendre l'industrie dans l'Allier : une mobilisation essentielle pour l'emploi et l'avenir du territoire

Dans l'Allier, l'industrie n'est pas seulement une activité économique. Elle constitue l'un des piliers historiques du développement du département, un élément structurant de l'emploi, des territoires et de la vie de milliers de familles. Aujourd'hui, face aux menaces qui pèsent sur de nombreux sites industriels, la mobilisation engagée par l'Union départementale CGT de l'Allier pour la défense de l'industrie prend tout son sens.



L'industrie, un enjeu majeur pour l'Allier

Notre département possède une forte tradition industrielle. Métallurgie, mécanique, agroalimentaire, chimie, équipement industriel : ces secteurs constituent une part importante de l'activité économique locale.

L'industrie représente près de 17 % de l'emploi salarié dans l'Allier, un niveau nettement supérieur à la moyenne nationale. Des milliers de salariés travaillent chaque jour dans les usines et les ateliers du département, contribuant à la richesse collective, au dynamisme économique et à la vie de nombreux bassins d'emploi.

Derrière ces chiffres, il y a des savoir-faire, des compétences, des filières entières qui se sont construites au fil des décennies. L'industrie irrigue l'ensemble du tissu économique : les commerces, les services, les artisans et les collectivités locales dépendent aussi directement de la vitalité industrielle.

Lorsqu'un emploi industriel disparaît, ce sont souvent plusieurs emplois indirects qui sont menacés. C'est donc tout un équilibre territorial qui est fragilisé.

Une industrie fragilisée par des choix économiques

Pourtant, depuis plusieurs décennies, l'industrie française a été fragilisée par des choix politiques et économiques qui ont favorisé la logique financière au détriment de l'emploi et des territoires.

Délocalisations, restructurations, fermetures d'usines, externalisations : ces décisions sont trop souvent prises pour satisfaire les exigences des marchés financiers plutôt que pour répondre aux besoins des populations.

Dans l'Allier, plusieurs entreprises ont connu ou connaissent des difficultés. Derrière chaque annonce de suppression d'emplois, ce sont des salariés et leurs familles qui se retrouvent confrontés à l'inquiétude et à l'incertitude.

La disparition d'un site industriel ne constitue jamais un simple ajustement économique. Elle entraîne des conséquences profondes pour tout un bassin de vie : baisse de l'activité économique, fragilisation des commerces, diminution des services publics et parfois désertification de certains territoires.

Une mobilisation pour défendre l'emploi et les territoires

Face à ces menaces, l'Union départementale CGT de l'Allier a pris ses responsabilités en appelant à la mobilisation pour la défense de l'industrie.

Cette mobilisation vise à rassembler largement les salariés, les retraités, les jeunes, mais aussi les citoyens attachés à l'avenir de leur territoire. Car la question industrielle ne concerne pas seulement les salariés des usines : elle concerne l'ensemble de la population.

Défendre l'industrie, c'est défendre

l'emploi. Mais c'est aussi défendre l'avenir de nos villes et de nos campagnes, la possibilité pour les jeunes de vivre et de travailler dans le département, et la capacité de notre pays à produire ce dont il a besoin.

La CGT porte une conviction forte : il ne peut pas y avoir d'avenir pour les territoires sans industrie.

L'industrie au cœur des défis du XXI^e siècle

Contrairement aux discours qui opposent parfois industrie et environnement, la CGT affirme que l'industrie est au contraire un élément essentiel pour relever les grands défis du XXI^e siècle.

La transition écologique nécessite des capacités industrielles importantes : production d'équipements pour les énergies renouvelables, rénovation des infrastructures, développement de nouvelles technologies.

Produire localement permet également de réduire les transports inutiles et les émissions de gaz à effet de serre liées à la mondialisation incontrôlée des chaînes de production.

Mais pour cela, il faut des choix politiques ambitieux : investir dans les outils de production, développer la recherche et l'innovation, sécuriser les emplois et les qualifications.

Des choix politiques nécessaires

La défense de l'industrie ne peut pas reposer uniquement sur la bonne volonté des salariés. Elle nécessite une véritable politique industrielle, orientée vers l'intérêt général.

Pour la CGT, plusieurs orientations sont indispensables :

- stopper les logiques de délocalisation et de dumping social ;

- conditionner les aides publiques au maintien de l'emploi et à l'investissement productif ;
- développer la formation et les qualifications pour préparer l'industrie de demain ;
- favoriser les investissements publics dans les filières stratégiques ;
- associer les salariés aux décisions concernant l'avenir de leur entreprise.

Les richesses produites par le travail doivent servir à développer l'emploi et l'industrie, et non à alimenter la spéculation financière.

Construire le rapport de force

L'histoire sociale l'a démontré à de nombreuses reprises : les conquêtes sociales et la défense de l'emploi ont toujours été obtenues grâce à la mobilisation collective.

Dans l'Allier comme ailleurs, les luttes menées par les salariés ont permis

d'empêcher des fermetures, de sauver des emplois et de préserver des outils industriels.

La mobilisation engagée par la CGT s'inscrit dans cette tradition de lutte et de solidarité. Elle vise à construire un rapport de force capable d'imposer d'autres choix pour l'industrie et pour l'emploi.

Un enjeu pour l'avenir du département

L'a défense de l'industrie dans l'Allier dépasse largement les seuls enjeux économiques. Elle pose la question du modèle de développement que nous voulons pour notre territoire.

Voulons-nous un département condamné à la désindustrialisation, à la précarité et à la désertification ? Ou bien un territoire vivant, dynamique, capable d'offrir des emplois stables et qualifiés ?

Pour la CGT, la réponse est claire : l'avenir de l'Allier passe par une in-

dustrie forte, créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement.

C'est pourquoi l'Union départementale CGT appelle à amplifier la mobilisation pour la défense de l'industrie et de l'emploi.

Parce que derrière chaque usine, il y a des travailleurs, des familles et des territoires entiers qui refusent d'être sacrifiés.

Parce que l'industrie est une richesse collective. Et parce que l'avenir ne se subit pas : il se construit par la mobilisation et la lutte.

Laurent Indrusiak



Dès 1824, l'activité industrielle débute à Commentry et la ville se construit autour de son usine.

D'abord fleuron de la manufacture de glaces et verreries, Commentry est devenu par la suite le leader mondial des aciers rapides : de nombreuses générations se sont succédées et usées pour ennoblir les aciers.

Face à la mondialisation sauvage et à sa concurrence déloyale, les salariés se sont vus priés d'abandonner le travail des aciers et de se réorienter vers l'activité prometteuse et stratégique du recyclage de piles et de catalyseurs de l'industrie pétrolière. L'usine est l'unique site de recyclage de cette nature en France.

Mais c'est d'un fulgurant coup de crayon que le fonds de pension devenu propriétaire d'Erasteel a décidé, du jour au lendemain, de liquider l'usine décriée « consommatrice de cash » : les travailleurs sacrifiés sur l'autel de la finance.

Les forgerons, viscéralement attachés à leur usine, ont proposé un projet alternatif, expertisé et validé, mais qui, faute de repreneur, reste sans perspective à ce jour.

On découvre que la Région, acteur économique et public de premier plan, a la volonté de financer, en Savoie, une usine à l'activité similaire à celle de Commentry (selon l'analyse des professionnels du secteur que sont les forgerons commentryens).

Fâcheuse coïncidence quand on sait que le site d'implantation du projet se situe à 12 minutes du fief électoral du Président de Région...

Malgré une bonne volonté de façade, l'État se montre, lui, incapable d'affirmer sa volonté stratégique en conservant une activité de recyclage vertueuse et

unique en France, pourtant nécessaire à la souveraineté industrielle.

Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi, novlangue synonyme de 190 licenciements... est à ce jour entravé, ce qui offre un délai supplémentaire de six mois pour permettre qu'un industriel digne de ce nom saisisse l'opportunité de reprendre le site industriel.

Sylvain Bourdier, Maire de Commentry

Un collectif CGT de l'industrie pour défendre l'emploi sur le bassin Montluçon–Commentry

L'Union Locale CGT a fait le choix de créer un Collectif des Syndicats de l'Industrie sur le bassin de Montluçon–Commentry face à une réalité que chacun constate : notre territoire subit depuis des années une fragilisation continue de son industrie et de ses emplois. Suppressions de postes, restructurations, plans dits « sociaux », choix stratégiques dictés par la rentabilité financière... Les salariés paient le prix de décisions prises loin du terrain, sans considération pour les conséquences humaines et pour l'avenir industriel local. Derrière chaque emploi supprimé, ce sont des familles touchées, des savoir-faire menacés et tout un territoire qui s'affaiblit.



Ne plus rester isolés

Trop souvent, les syndicats se retrouvent à lutter entreprise par entreprise, site par site.

Nos problématiques sont pourtant communes :

- Défense de l'emploi,
- Conditions de travail,
- Salaires,
- Maintien des compétences,
- Avenir industriel du bassin.

Face à ces enjeux, il est devenu indispensable de renforcer la coordination de la CGT à l'échelle locale.

- Partager les informations et les analyses,
- Coordonner les actions et les mobilisations,
- Construire des réponses communes pour défendre l'emploi et l'industrie.

Il ne s'agit pas seulement d'échanger, mais de créer un véritable outil collectif au service de l'emploi et des salariés.

Unir nos forces pour être plus efficaces

Le Collectif des Syndicats de l'Industrie a pour objectif de :

- Fédérer les syndicats CGT des principales entreprises du bassin,

Défendre l'industrie, défendre le territoire

L'industrie est un pilier essentiel de notre bassin. La défendre, c'est défendre l'emploi, les savoir-faire, les services publics et l'avenir de nos communes.

Avec ce collectif, la CGT affirme une conviction forte : l'avenir industriel ne peut pas être décidé sans les travailleurs.

En nous organisant collectivement et localement, nous faisons le choix de la solidarité, de la coordination et de l'efficacité.



La première réunion de ce collectif s'est tenue le vendredi 31 janvier. À l'issue de celle-ci, l'ensemble des syndicats ayant répondu présents ont convenu de la nécessité de structurer officiellement ce collectif et de programmer une nouvelle réunion afin de poursuivre le travail engagé et d'en définir les prochaines étapes.

Parce que plus nous serons unis, plus nous serons forts pour défendre les salariés et l'emploi sur le bassin de Montluçon–Commentry.

Benoit Aladenise



Urgence industrielle dans l'Allier : Sophie Binet trace les pistes de la reconquête

Sophie, tu es venue le 30 janvier dernier dans l'Allier pour soutenir les salariés de Bosch à Moulins, menacés par la fermeture de leur site et ses 270 licenciements, ainsi que les salariés d'Erasteel à Commentry, suite à l'annonce d'un plan de 190 suppressions d'emplois. Malheureusement, l'Allier n'est pas un cas isolé et ces situations se multiplient partout en France. Peux-tu nous en dire un peu plus à ce sujet en répondant au journal de l'UD CGT de l'Allier ?



Echo-Flash : *Sophie, depuis plusieurs mois, des centaines de plans de licenciements sont annoncés dans l'industrie. Comment analyses-tu cette situation et quelle part de responsabilité attribues-tu aux choix du gouvernement et des grandes entreprises ?*

Sophie Binet : Les gouvernements successifs ont privilégié le capital, massivement subventionné, au détriment de l'intérêt général. Les investissements vont au moins disant social et environnemental, ce qui détruit notre industrie. La situation se dégrade sur la maîtrise des matières premières stratégiques (acier, composants chimiques, etc...). Si la politique de l'offre reste la règle, la saignée industrielle continuera.

E.F : *Face à cette hémorragie d'emplois industriels, quelles sont les propositions concrètes portées par la CGT pour empêcher les licenciements et reconstruire une véritable politique industrielle en France, socialement et écologiquement soutenable ?*

S.B. : Au plan international, alors que l'Europe est la première zone de dum-

ping pour la France, la CGT veut un alignement par le haut des normes sociales, fiscales et environnementales au niveau européen. La France doit se doter d'une politique de planification pour réindustrialiser, relocaliser et décarboner. Si elle ne s'en donne pas les moyens avec un ministère dédié, la France restera dépendante. Le projet CGT pour poursuivre la production à Vencorex le démontre. En ne l'appuyant pas, l'État nous a privés de capacités productives d'éléments chimiques indispensables par exemple au nucléaire ou à la potabilisation de l'eau. Nous poursuivons le combat pour relancer le site.

Il faut mobiliser les moyens financiers avec un pôle public bancaire, se doter d'un outil de planification qui associe salariés et élus locaux avec un plan national, orienter la politique industrielle par la commande publique. Les 211 milliards d'aides publiques doivent être remis à plat, supprimées pour certaines, notamment les exonérations de cotisations, les autres doivent être conditionnées à des objectifs sociaux et environnementaux. Les salariés doivent avoir de nouveaux droits pour contrôler ces aides, pour défendre leurs projets industriels, par exemple en intervenant dans les décisions des tribunaux de commerce. L'État doit utiliser la nationalisation pour préserver les outils stratégiques.

E.F : *Dans ce contexte d'urgence sociale, comment la CGT entend-elle organiser la mobilisation des salarié·es et peser sur les décisions politiques et économiques pour stopper cette spirale de destructions d'emplois ?*

S.B. : Avec ses syndicats et organisations, la CGT agit au quotidien pour défendre l'emploi et l'industrie. Nous avons démontré la possibilité de gagner, comme à la Centrale de Gardanne. Notre initiative nationale du 26 mars à Vencorex va nourrir ce combat. La CGT joue un rôle majeur dans la bataille pour la nationalisation d'Arcelor-Mittal. Ce dossier illustre que la situation politique est un frein à la réindustrialisation. L'État doit affronter le capital. Nous savons que ce n'est pas ce que fera l'extrême droite si elle arrivait au pouvoir. Trump et Meloni le démontrent. Les luttes sociales doivent permettre d'arracher des victoires et contribuer aux changements politiques structurels indispensables.

*Propos recueillis par
Magalie Ferreira Neves*

Paroles de militants et de dirigeants



Une mission exigeante et motivante

Je ne suis secrétaire du syndicat de l'hôpital que depuis novembre 2024 mais j'ai pu me rendre compte à quel point la tâche est importante et parfois difficile.

Il faut être présent sur le terrain auprès des agents, être présent dans les différentes réunions avec les directions et également être présent dans les différentes structures avec lesquelles nous travaillons, ce qui est parfois très énergivore. Il faut savoir faire face aux attaques des directions mais également des syndiqués qui ont parfois l'impression de ne pas être compris ou délaissés, et qui ne sont pas toujours tendres avec nous.

Je ne cesse de répéter que seul, le syndicat ne peut rien faire et il est parfois décourageant de ne pas arriver à mobiliser les gens sur les sujets qui les concernent. Heureusement, nous arrivons quand même à obtenir des choses, comme l'année dernière, quand nous avons obtenu qu'une indemnité qui n'était pas versée aux nouveaux agents leur soit attribuée.

Je ne vous cache pas que quand vous croisez un agent qui vous dit « Merci pour la prime, c'est bien ce que vous avez fait » ça donne envie de continuer.

Cette année, nous avons une grande bataille à mener avec les élections professionnelles dans la Fonction Publique Hospitalière et je mettrai toute mon énergie pour faire progresser la CGT lors de ces élections.

Carine Brunel

S'engager comme conseiller prud'homme :

Il y a quelque temps, au moment du choix des candidatures pour les élections prud'homales, on m'a proposé de devenir conseiller prud'homme. Au départ, j'ai beaucoup hésité. Je savais que cela représentait un engagement important, avec beaucoup de travail et de responsabilités. Je me demandais aussi si j'en avais réellement les capacités.

Après réflexion, encouragé, et voire poussé (dans le vide) par des camarades, j'ai finalement décidé de m'engager comme conseiller prud'homme dans le secteur des activités diverses. J'ai commencé par prêter serment, puis j'ai participé à l'assemblée générale, à l'audience solennelle, et enfin un jeudi matin de bonne humeur à mes premières audiences.

Très vite, j'ai découvert un rôle à la fois exigeant et passionnant. Être conseiller prud'homme, c'est être au cœur des réalités du monde du travail, écouter, analyser, débattre et décider avec le souci constant de la justice et du respect du droit. C'est un engagement prenant, mais extrêmement enrichissant. Tout cela m'a donné envie d'aller plus loin, d'apprendre et de mieux comprendre le droit du travail et de défendre les salariés. Aujourd'hui, je m'investis pleinement dans ce mandat, avec beaucoup d'intérêt et de motivation.

David Gagnardeau



Trouver l'équilibre

À l'heure où l'action syndicale devient de plus en plus complexe, nous sommes nombreux à devoir jongler entre plusieurs mandats et responsabilités au sein de nos syndicats, de nos CSE, de nos fédérations, de nos unions locales et départementales...

Ces différents costumes se superposent sur nos épaules, devenant parfois bien lourds à porter, nous obligeant à définir des priorités, alors que tout est priorité.

Militants convaincus, nous continuons malgré tout à avancer tels des funambules, concentrés sur le fil de nos différentes luttes.

Néanmoins, c'est en acceptant nos limites, en trouvant le bon équilibre, en refusant la représentation de trop, que nous éviterons la chute.

Et surtout, n'ayons pas peur de regarder en bas, car au centre de la piste se trouve la raison première de notre engagement : la défense des salariés.

Emmanuelle Michon

Bien plus qu'un engagement, un ADN, une passion

Avant de m'engager, je ne mesurais pas tout ce que représentait les différentes facettes de notre CGT. Au-delà de porter avec fierté le rôle que l'on m'a confié en tant que dirigeante, c'est avant tout mon cœur de militante qui bat derrière chaque action que nous menons.

Diriger ou militer, c'est surtout apprendre à composer avec la diversité de nos tempéraments et le caractère, parfois affirmé et passionné de chacun d'entre nous. Bien que pas toujours aisé, il est indispensable d'y aspirer car c'est de cette diversité que nous tirons notre richesse et notre force pour servir notre cause commune. Dire que la CGT est notre ADN n'est pas un vain mot, elle représente, pour moi, un engagement viscéral, avec pour mot d'ordre solidarité, fraternité, justice sociale, et plus encore, dignité et loyauté.

Ces valeurs sont les meilleures armes pour faire barrage à la voracité du capital, à l'imposture de l'extrême droite mais également, pour être en première ligne pour la paix et pour la défense des droits des femmes. Pas d'émancipation possible tant que perdure la domination patriarcale ainsi que des inégalités entre les femmes, les hommes et toutes les communautés.

Alors dirigeante ou militante ? Les deux mes camarades, tant que cela sera synonyme de rempart contre celles et ceux qui divisent.

Magalie Ferreira Neves